



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SARTHE

PREFECTURE
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Utilité Publique

ARRETE n° 2011202-0024 du 21 juillet 2011

Objet : installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté complémentaire pour l'amélioration de la gestion des effluents aqueux et la maîtrise des traitements par la station d'épuration par la Société LTR INDUSTRIES à SPAY

**Le Préfet de la Sarthe,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite ;**

VU le titre 1er du Livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral n° 03-2372 du 26 mai 2003 autorisant la Société LTR à exploiter ses installations sur la commune de Spay ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°06-4486 en date du 18 août 2006 demandant à la société LTR d'optimiser la gestion de ses effluents aqueux et la maîtrise des traitements par sa station d'épuration ;

VU la synthèse des études menées de 2006 à 2011 référencée ENV 006/11 en date du 11 février 2011 ;

VU l'avis des services administratifs consultés ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 9 juin 2011 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 mai 2011 ;

VU la lettre du 4 juillet 2011 de la S.A. LTR INDUSTRIES précisant ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L 211-1 et L 511-1 du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

SUR la proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

Article 1 -

Pour la poursuite de l'exploitation de son établissement de SPAY, la société LTR INDUSTRIES, ci-après dénommée "l'exploitant", est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, relatives à la protection des ressources en eau et des milieux aquatiques.

Le titre 5 « Eau » de l'arrêté n°03-2372 du 26 mai 2003, modifié par l'arrêté n°06-4486 du 18 août 2006, est remplacé par :

TITRE 5 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 5.1 - Prélèvements et consommation d'eau

Article 5.1.1 - Origine des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Repère géographique du prélèvement ⁽¹⁾	Nom de la masse d'eau et/ou Code national ⁽²⁾	Débit journalier en m ³	Débit horaire en m ³
Eau de surface (eau industrielle)	Lieu-dit « Le Grand Plessis », parcelle AH n°7	Sarthe	16000	800
Réseau public (eaux domestiques)			50	

(1) repère géographique du prélèvement : voie d'eau, PK, rive ;

(2) représente le code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) en cas de prélèvement dans une masse d'eau.

L'approvisionnement en eau industrielle se fait via une installation de prélèvement située au lieu-dit « Le Grand Plessis », sur la parcelle AH n°7. Elle comporte 4 pompes aspirantes fonctionnant alternativement, d'un débit horaire de 250 à 956 m³/h d'une puissance de 120,5 kW pour l'ensemble de l'installation. L'eau prélevée est coagulée, floculée puis filtrée avant d'être désinfectée à l'eau de javel avant distribution dans les ateliers.

Le maintien de l'alimentation en eau pour la lutte contre un incendie ou les exercices de secours est assuré par un groupe électrogène relié au système de pompage et permet ainsi une alimentation en eau de l'usine à 250 m³/h environ .

Les points de prélèvements sont aménagés pour faciliter les interventions en toute sécurité. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, doivent avoir libre accès aux ouvrages de prélèvement.

Article 5.1.2 - Protection de la ressource

Les réseaux d'alimentation sont protégés contre les risques de contamination par la mise en place de dispositifs de disconnection efficaces et adaptés.

Les arrivées d'eau sont munies d'un dispositif totalisateur dont les mesures des quantités prélevées sont enregistrées régulièrement, à minima toutes les jours.

Il définit un ratio de consommation spécifique qu'il suit régulièrement et trace.

Article 5.2 - Collecte des effluents

Tous les effluents aqueux sont canalisés et collectés dans des réseaux séparatifs qui distinguent les eaux pluviales, les eaux usées sanitaires et les eaux résiduaires industrielles. Ces deux dernières catégories peuvent être mélangées si elles sont compatibles et éliminées dans les mêmes conditions.

Les effluents collectés ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

Un système permet d'isoler les réseaux d'assainissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 5.3 - Traitements des effluents liquides

Les effluents sont traités conformément aux dispositions de cet arrêté ou sont des déchets à éliminer dans des installations autorisées à cet effet.

La dilution ne constitue pas un moyen de respecter les valeurs limites de rejets. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes à rejeter par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans une nappe d'eaux souterraines sont interdits.

Article 5.3.1 - Caractéristiques générales des rejets industriels liquides

Les effluents rejetés sont exempts de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : l'exploitant est tenu de ne pas occasionner à 300 m en aval du point de rejet une élévation de la température des eaux du milieu récepteur, mesurée à une profondeur comprise entre 0 et 0,5 mètre, telle que spécifiée dans le tableau ci-dessous. Les mesures de température sont effectuées chaque jour, simultanément, à heure fixe dans la plage horaire de 4h à 10h sur les 3 points de mesures : point de prélèvement, point de rejet des effluents, point à 300 m en aval du point de rejet.

Température de prélèvement (température amont)	Écart maximal de température à 300 m en aval du point de rejet
Inférieure à 10 °C	2
Entre 10°C et 25 °C	1,5
Supérieure à 25°C	1

- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- couleur : la modification de la coloration du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, à une distance maximale de 300 m du point de rejet, ne doit pas dépasser 100 mg/Pt/l.

Article 5.3.2 - Valeurs limites d'émission des rejets liquides

Article 5.3.2.1 - Effluents industriels

Les rejets d'eaux industrielles de l'établissement respectent les valeurs limites définies ci-dessous sauf dans les cas identifiés à l'article 5.3.2.2.

Caractéristiques du rejet	Débits maximum sur 24 h en m ³ /j		Débit moyen mensuel en m ³ /j	
	Concentration maximale en mg/l	Flux journaliers maximum en kg/j	Moyenne mensuelle des concentrations journalières en mg/l	Moyenne mensuelle des flux journaliers en kg/j
Débit	16000		14000	
Matières en Suspension – MES	35	560	20	280
DCO sur effluent non décanté	220	3520	190	2660
DBO ₅	10	160	10	140
Azote global exprimé en N	15	240	13	182
Phosphore total exprimé en P	1	16	1	14

Paramètres	Taux minimal d'abattement de la pollution en % (valeur moyenne mensuelle)
Matières en Suspension – MES	98
DCO sur effluent non décanté	92
DBO ₅	99
Azote global exprimé en N	85
Phosphore total exprimé en P	92

Article 5.3.2.2 - Phases d'arrêt et de redémarrage de l'activité

Pendant les périodes d'arrêt et de redémarrage des installations (5 jours par an), l'exploitant met tout en œuvre pour maintenir les performances du traitement des effluents aqueux. Si besoin, il définit les conditions de fonctionnement acceptables en mode dégradé.

Durant ces périodes, des dépassements en concentration et en flux peuvent néanmoins être constatés pour le paramètre azote global. Ces dépassements ne doivent pas dépasser le double des valeurs maximales journalières fixées à l'article 5.3.2.1. Ils feront l'objet de commentaires dans le rapport périodique défini à l'article 5.5.4.

Article 5.3.2.3 - Rejets des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées ou évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 5.3.2.4 - Rejets des eaux pluviales

L'exploitant s'assure de la compatibilité des rejets d'eaux pluviales avec les capacités d'évacuation du réseau pluvial récepteur. Au besoin, le débit du rejet est régulé.

Les eaux pluviales non polluées (toitures...) peuvent être rejetées directement au milieu naturel.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées notamment, par ruissellement sur les voies de circulation, les aires de stationnement, de chargement et de déchargement, les aires de stockage et tout autre surface imperméable sensibles (station de distribution de gasoil, plate forme de stockage de déchets), sont traitées par un ou plusieurs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif équivalent. En cas de besoin, elles peuvent également être envoyées vers un bassin de confinement. Dans ce cas, si une pollution de ces eaux est avérée, elles sont soit envoyées vers la station d'épuration interne si celle-ci est capable de traiter ce type d'effluent, soit éliminées vers une filière de traitement de déchets appropriée.

Les ouvrages de traitement sont régulièrement entretenus conformément aux recommandations de leur constructeur. Leur bon fonctionnement fait l'objet de vérifications au moins annuelles. Les résidus de ce traitement sont éliminés en tant que déchets.

Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites définies ci-dessous.

Paramètres	Concentration en mg/l
pH	5,5 < pH < 8,5
Matières en Suspension – MES	30
DCO sur effluent non décanté	125
Hydrocarbures – HC	5

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 5.4 - Points de mesures et de rejets

Article 5.4.1 - Localisation des points de mesures

Après traitement, les effluents sont rejetés dans la Sarthe par l'intermédiaire d'un émissaire de rejet normalisé.

Les points de mesures des eaux prélevées et rejetées dans la Sarthe sont situés sous les coordonnées suivantes (Lambert 2) :

Point de mesures	Coordonnée X	Coordonnée Y
Point de mesure de la température amont	438169	2328667
Point de prélèvement	438630	2328885
Point de rejet	438792	2328406
Point de mesure à 300 m en aval du rejet	438907	2328117

Article 5.4.2 - Conception, aménagement et équipements des ouvrages liés au prélèvement et au rejet

Les ouvrages de prélèvement et de rejet sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur.

L'aménagement de ces ouvrages permet le prélèvement d'échantillons et la mesure des caractéristiques représentative de l'eau prélevée ou rejetée (débit, température, concentration ...). L'ouvrage portant sur le rejet est conçu de façon à permettre une bonne diffusion des effluents.

Les systèmes de prélèvements continus proportionnels au débit disposent d'enregistrement et permettent une conservation adaptée des échantillons (température ...).

Ces points sont aisément accessibles pour permettre les interventions en toute sécurité, y compris le point de mesure situé à 300 m en aval du point de rejet.

Article 5.5 - Contrôles des rejets aqueux

Article 5.5.1 - Principes de l'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur l'environnement dit programme d'autosurveillance. Il adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement.

Article 5.5.2 - Mesures comparatives

Outre les évaluations auxquelles il procède afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des résultats obtenus (absence de dérive), l'exploitant fait procéder trimestriellement à des mesures comparatives, selon les normes en vigueur, par un organisme extérieur différent de l'entité qui, le cas échéant, assiste habituellement l'exploitant aux opérations de mesure du programme d'autosurveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Les mesures comparatives, peuvent se substituer aux contrôles inopinés exécutés avec l'accord de l'inspection des installations classées.

Article 5.5.3 - Recalage de la chaîne de mesure des rejets dans l'eau

L'exploitant fait réaliser, au minimum tous les trois ans, par un organisme extérieur une vérification complète des chaînes de mesure des émissions de l'établissement utilisées dans le cadre de l'autosurveillance.

Cette vérification porte d'une part sur les conditions de prélèvement et de conservation des échantillons prélevés et d'autre part sur les mesures et l'exploitation des résultats des analyses exécutées. La conclusion du rapport de vérification permet d'apprécier le caractère satisfaisant de la chaîne de mesure au regard des bonnes pratiques.

Ce document est accompagné d'éventuelles propositions d'améliorations et de leurs modalités de mise en œuvre.

Article 5.5.4 - Suivi, analyse et interprétation des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant établit un rapport périodique relatif aux résultats des mesures d'autosurveillance de ses émissions dans l'environnement. Cette synthèse commente, analyse et interprète les résultats de la période considérée (en particulier les causes et les ampleurs des écarts), les mesures comparatives évoquées supra, les modifications éventuelles du programme de surveillance et les actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des émissions, la maintenance...) ainsi que leur efficacité.

Ces dernières sont mises en œuvre lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou des écarts par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

L'exploitant établit également en complément un rapport périodique relatif au suivi de l'impact de ses rejets sur le milieu récepteur par comparaison de la qualité de l'eau entre le point de prélèvement situé en amont du rejet et au point de mesure situé à 300 m en aval du rejet. Cette comparaison est effectuée à partir de mesures concomitantes. Il apporte tout commentaire utile à l'interprétation des résultats en corrélation avec les résultats des mesures effectuées au point de rejet.

Article 5.5.5 - Conservation et transmission des résultats de l'autosurveillance

Les enregistrements, comptes rendus de contrôles, résultats de vérifications et registres (ces documents peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder) sont conservés pour une durée d'au moins :

- 5 ans pour les justificatifs résultant de l'autosurveillance des installations et de leurs effets sur l'environnement conduite par l'exploitant, y compris les recalages des chaînes de mesures ;
- au moins 10 ans pour les contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés ou adaptés aux durées spécifiques imposées par les réglementations concernées, comprenant également les mesures comparatives précitées ;
- permanent pour les synthèses annuelles de la surveillance des émissions et de leur incidence sur l'environnement.

Les rapports de contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard à la fin du mois suivant selon les modalités et le format fixés par l'inspection des installations classées.

Article 5.5.6 - Fréquence des mesures

Les mesures d'autosurveillance de la qualité des rejets des effluents industriels définie à l'article 5.3.2.2 portent sur les paramètres et selon les fréquences définis ci-après :

Paramètres	Périodicité de la mesure			
	Au point de rejet	Au point de prélèvement	Au point de mesure situé à 300 m du rejet	Autre
Volume (en m ³ /j)	Journalière	Journalière		
Température	Journalière	Journalière	Journalière	
pH	Journalière	Journalière	Hebdomadaire	
Couleur		Hebdomadaire	Hebdomadaire	
Flux spécifiques	Journalière			
MES	Journalière	Hebdomadaire	Hebdomadaire	
DCO	Journalière	Hebdomadaire	Hebdomadaire	
DBO5	2 fois/semaine			
Azote global	5 fois/semaine	Mensuelle	Mensuelle	
Phosphore total	Journalière	Mensuelle	Mensuelle	
Quantité de boues produites				Mensuelle
Quantité d'amendement organique produit				Mensuelle

Le suivi effectué sur le milieu récepteur au point de prélèvement et au point de mesure situé à 300 m du rejet devra être effectif à compter du 1er janvier 2012.

La fréquence des mesures pourra être adaptée après accord de l'inspection des installations classées.

Article 5.5.7 - Interprétation des résultats

Le rejet représenté par l'échantillon est non conforme lorsque la valeur mesurée d'un paramètre dépasse les valeurs limites d'émission fixés en 5.3.2.1

Le nombre maximal d'échantillons non conformes tolérés est inférieur à 10% des mesures réalisées selon les fréquences figurant au tableau du 5.5.6 ci-dessus, sans toutefois que les valeurs limites dépassent en concentration et en flux, le double des valeurs limites maximales journalières. Lorsque la fréquence des mesures est journalière, ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite fixée.

Article 5.5.8 - Valorisation des boues

Les boues issues de la station de traitement des eaux ont été agréées par décision du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, numéro 8310196 du 28 décembre 1979 en tant qu'amendement organique.

Des ouvrages permanents d'entreposage des amendements organiques sont dimensionnés pour faire face aux durées de stockage entre chaque période de distribution du produit. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage, et n'entraînent pas de pollution des eaux ou du sol par infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit.

L'exploitant fait procéder 4 fois par an aux analyses prévues ci-dessous :

- taux de matières sèches,
- éléments caractéristiques de la valeur agronomique (annexe VIIc de l'arrêté du 2 février 1998 sus visé),
- éléments et substances chimiques susceptibles d'être présents dans le produit,
- agents pathogènes.

Ces documents sont transmis à l'inspection des installations classées, avec les commentaires sur les conditions de production et de commercialisation.

Article 5.5.9 - Synthèse annuelle

Outre les analyses menées en application du 5.5.2 et 5.5.8, l'exploitant fait réaliser chaque année des analyses sur les autres valeurs limites de rejet fixées en 5.3.2.

Pour le 1^{er} mars de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et des mesures complémentaires évoquées ci-dessus. Ces rapports sont conservés pendant 10 ans.

Article 5.6 - Contrôle des effets sur l'environnement

L'exploitant réalise ou fait réaliser des mesures journalières représentatives de température en amont et à 300 m en aval de son rejet sur la rive droite de la Sarthe, en s'assurant qu'il y ait un bon mélange de son effluent avec les eaux du cours d'eau.

Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre et font l'objet d'une comparaison avec les dispositions de l'article 5.3.1 vis à vis de ce paramètre. Ils sont intégrés dans le rapport mensuel d'autosurveillance visé à l'article 5.5.4.

Article 5.7 - Prévention des pollutions accidentelles

Article 5.7.1 - Étiquetage des substances et préparations dangereuses

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger définis dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits sont indiqués de façon très lisible.

Article 5.7.2 - Rétentions

Tout stockage de liquides, y compris les déchets, susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.

Les capacités de rétention sont construites selon les règles de l'art. Elles sont étanches aux produits qu'elles contiennent, résistent à l'action physique et chimique des fluides et sont aménagées pour la récupération des eaux météoriques en cas de stockage extérieur. Elles peuvent être contrôlées à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

Les opérations de vérification, d'entretien et de vidange des rétentions donnent lieu à des comptes-rendus écrits.

Article 5.7.3 - Règles de gestion des stockages en rétention

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence, notamment en évacuant les eaux pluviales.

Article 5.7.4 - Stockage sur les lieux d'emploi

La quantité de matières premières, produits intermédiaires et produits finis, répertoriées comme substances ou préparations dangereuses stockés et utilisés dans les ateliers est limitée au minimum

technique permettant leur fonctionnement normal de ces derniers.

Article 5.7.5 - Transports – chargements – déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Article 5.8 - Flux thermiques générés par les effluents industriels

L'exploitant devra produire une étude destinée à établir un diagnostic sur l'influence des flux thermiques générés par le fonctionnement des installations industrielles sur les effluents qui rejoignent la station d'épuration. Sur la base de ce diagnostic, l'exploitant établira un plan des propositions envisageables en vue d'améliorer l'efficacité énergétique du site. Les résultats de cette étude seront transmis à l'inspection des installations classées dans un délai maximal de 1 an.

Article 2 - Dispositions administratives

Article 2.1 - Publicité de l'arrêté

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Spay et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie de Spay pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire de Spay et envoyé à la préfecture.

Une copie de cet arrêté sera transmise au conseil municipal de SPAY.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de la société LTR dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

Article 2.2 – Diffusion

Une copie du présent arrêté sera remis à la société LTR qui devra toujours l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence de façon visible, dans l'établissement.

Article 2.3 – Voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de plein juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1°) par les demandeurs ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté leur a été notifié

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.4 - Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le maire de Spay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, l'inspection des installations classées du Mans, le directeur départemental des territoires, la déléguée territoriale de l'Agence Régionale de Santé, le chef du service interministériel de défense et de protection civile, le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, le directeur départemental des services d'incendie et de secours et le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Sarthe sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Mans, le 21 JUIL. 2011

LE PREFET,

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Magali DEBATTE